

Elin Emilsson

UNAM (México), Centro de enseñanza para extranjeros

Danièle Zaslavsky

El Colegio de México, Programa para la formación de traductores

STRATÉGIES COMMUNICATIONNELLES ET CONSTRUCTION D'IDENTITÉ : LES EFFETS DU ZAPATISME DANS L'ESPACE PUBLIC MEXICAIN

Le soulèvement zapatiste qui éclate le 1er janvier 1994 dans le Chiapas, état du sud du Mexique, a déjà fait l'objet de nombreux travaux qui tendent à souligner la post-modernité de ce mouvement dont l'histoire est aujourd'hui connue. Traduits dans plusieurs langues, les *communiqués* zapatistes, signés par le porte-parole du mouvement, le sous-commandant Marcos, ont provoqué des réactions diverses émanant aussi bien d'intellectuels de renom¹ que de lecteurs anonymes qui y trouveront une nouvelle inspiration politique.

C'est au travers de ces communiqués que l'EZLN (Ejercito zapatista de liberacion nacional) construira une partie de son identité et qu'il dialoguera avec la société civile et le pouvoir. Ce dialogue n'aurait jamais pu cependant exister sans la participation active de la presse écrite, qui a lancé le mouvement et ses acteurs dans l'espace public, permis le débat d'opinion et constitué le siège des échanges entre la guérilla et la société civile, phénomène au Mexique absolument exceptionnel. Il est donc important de saisir les stratégies mises en place par la presse pour couvrir l'événement, ainsi que celles déployées par le zapatisme pour se maintenir dans l'espace public mexicain. Nous aborderons ces stratégies à partir de l'analyse du discours dans sa dimension interlocutive, afin d'en saisir les enjeux identitaires et de comprendre les effets parfois contradictoires que l'EZLN aura eu sur la culture politique mexicaine.

1. La presse et l'événement : un enjeu stratégique

La notion aujourd'hui d'*événement construit* n'est pas nouvelle (Verón, 1983) et l'on sait que la notion même d'événement passe obligatoirement par sa construction médiatique. Il nous semble important, cependant, de préciser que si l'événement est bien construit par la presse, cette construction s'élabore à plusieurs niveaux. Mais il doit également répondre à un certain nombre de conditions sous peine de devenir, selon l'heureuse expression de Pierre Nora, un *événement mort-né* (Nora, 1972). Selon Patrick Charaudeau, trois conditions sont nécessaires pour qu'un fait se transforme en événement : il doit présenter un potentiel d'*actualité*, de *socialité* et d'*imprévisibilité* (Charaudeau, 1997). Le cas de l'événement Chiapas répond à ces trois critères : saisi dans son émergence même, il vient perturber l'ordre établi à tous les niveaux, et la subversion dont il fait preuve provient autant de la spécificité du mouvement lui-même, que des échos qu'il rencontre dans la presse et l'opinion.

Ceux-ci sont en effet surprenants dans un pays où la dernière guérilla mexicaine, datant des années 1970, avait été féroce réprimée et n'avait fait l'objet que de timides mentions dans la presse, les seules sources d'information autorisées provenant soit du ministère de la Défense, soit du ministère de l'Intérieur. Si la presse des années immédiatement antérieures au conflit avait fait preuve d'une certaine indépendance vis-à-vis du pouvoir, les mécanismes de contrôle exercés par celui-ci restaient encore puissants². Le fait que la presse, dès le 2 janvier, donne la parole à un groupe armé qui déclare formellement la guerre au président de la République, et qu'elle devienne le siège non seulement du débat d'opinion mais encore des échanges entre la guérilla et la société civile, est en soi un phénomène qui va transformer l'échiquier politique.

Plusieurs explications sont ici possibles. D'une part, la présence sur le territoire national de la presse étrangère entre le 2 et le 3 janvier 1994 a coupé court à la censure, incité le président à la prudence afin d'entretenir l'image favorable qu'il avait sur la scène internationale³. D'autre part, la visibilité de l'événement, accrue par les nouvelles technologies, a permis indéniablement à la presse nationale une plus grande liberté d'action⁴. Mentionnons, par ailleurs, que le conflit dès le 2 janvier figure dans la section nationale des journaux et non dans la section correspondant aux différents états du pays. De rares tentatives seront faites, comme par exemple dans *l'Universal*, vieux journal à grande diffusion, pour insérer au cours de l'année 1994 le conflit dans la rubrique des *États*, mais sans succès. Donc au niveau du rubriquage, la question du Chiapas est posée d'emblée comme une question nationale, qu'il incombe au gouvernement fédéral de résoudre et non au gouvernement de l'état du Chiapas, d'ailleurs pratiquement inexistant dans les médias au cours des premiers mois du conflit.

Dès lors que l'EZLN cherche à occuper un espace symbolique qui transcende non seulement les frontières du Chiapas, mais encore les frontières du pays, faire du conflit une affaire régionale ou nationale va départager nombre d'intellectuels et de politiciens qui participent au débat d'opinion⁵. Celui-ci atteindra rapidement des proportions considérables, tout

comme la couverture proprement informationnelle du conflit, qui aussi inégale et peu rigoureuse fut-elle à certains égards, octroiera à la presse mexicaine une nouvelle légitimité dont elle tirera profit⁶. Peu à peu vont se mettre en place les mécanismes de dépendance mutuelle que l'on rencontre dans les pays occidentaux. Non seulement le mouvement devient tributaire de sa couverture médiatique, mais celui-ci va transformer la pratique journalistique elle-même⁷. Certains analystes ont qualifié les rapports entre la presse et les *guerrillas* de « relation de symbiose » (Saïd, 1998) au sein de laquelle la *guerrilla* essaye de conquérir ce qu'elle ne peut gagner militairement. Cependant, à la différence des mouvements de guérilla jusqu' alors répertoriés, ce sont les stratégies communicationnelles particulières de l'EZLN qui ont rendu d'emblée les rapports entre le mouvement, la presse et l'opinion extrêmement fructueux. Si comme le rappelle Erik Neveu, l'espace public est le lieu même de nouvelles propositions identitaires (Neveu, 1999), nous dirons que c'est dans ses interactions permanentes dans et avec la presse que l'EZLN a construit une partie de son identité et s'est maintenu dans l'espace public.

À partir du cessez-le-feu décrété par Salinas de Gortari le 12 janvier 1994, et durant les premiers mois du conflit, la présence de l'EZLN dans la presse ne cessera en effet de croître. Et la profusion des discours générés et la construction médiatique de l'événement entraînera chez les partisans du pouvoir en place de fortes réactions contre la presse nationale et internationale. L'expression *Guérilla de papier* qui commence à circuler dès février 1994⁸ cherchera à minimiser un événement considéré comme *enflé* par les médias, tout en dénonçant la complaisance affichée par une certaine presse pour la guérilla et son porte-parole⁹. Lorsque *La Jornada*¹⁰ titre le 20 février 1994 : « Si la mort s'est arrêtée le 1er janvier, ce fut grâce à la presse¹¹ » et en surtitre du même article : « Nous lui demandons de continuer à dire la vérité », il s'agissait bien évidemment pour le quotidien, dans un jeu de miroirs, d'attester sa légitimité à travers les déclarations du sous-commandant *Marcos*. Mentionnons que ce dernier aura interdit auparavant l'entrée sur son territoire à *Televisa*, la plus grande chaîne mexicaine, premier coup lancé contre une presse traditionnellement au service du pouvoir, et sélectionné dans un premier temps les journaux qui le publieraient ou auxquels il accorderait ses interviews¹². On en arrive donc à cette situation paradoxale, du moins au Mexique, où le rapport entre presse et mouvement social semble inversé : c'est la *guerrilla* qui décidera de la légitimité de la presse en y faisant intervenir ses propres choix.

Cette opération de légitimation mutuelle sera perçue comme une transgression des rapports entre la presse et le pouvoir, qui, même si elle n'a pas été le fait de tous les journaux, ni applaudie par toute l'opinion, aura des effets non négligeables sur l'autonomisation des médias et la transition démocratique du pays. La situation nouvellement créée s'apparentera progressivement à ce jeu complexe d'*associés-rivaux* qui caractérise les rapports entre journalistes et porte-parole des mouvements sociaux, décrits par Neveu pour les sociétés occidentales, et « où chaque camp doit simultanément prendre acte des anticipations stratégiques de l'autre, rentrer dans une forme de logique du don et du contre-don » (Neveu, 1999). Force est de reconnaître,

cependant, que ce jeu a été le fruit d'un apprentissage extrêmement rapide de la part des acteurs en présence.

Aussi importants soient-ils pour son maintien dans l'espace public et sa construction identitaire, les échanges qu'entretiendra l'EZLN avec la presse ne constitue cependant que l'une des facettes de ses stratégies communicationnelles. Ses interactions constantes avec la société civile, et d'une certaine manière avec le pouvoir, à partir d'un jeu habile à trois personnages, partiront de la volonté de mettre à l'ordre du jour les grands problèmes nationaux, en particulier la question indigène et la démocratie, ce qui lui permettra de se constituer non seulement en acteur du conflit mais également en acteur du débat d'opinion. Mais si le dialogue avec la société civile se déroulera de façon plutôt harmonieuse, celui avec les autorités fera apparaître très vite les enjeux d'un dispositif et d'une notion — le dialogue — sans cesse revendiqués et redéfinis par l'EZLN.

2. Les stratégies dialogiques de l'EZLN et la constitution d'identités

À partir du 12 janvier 1994, l'EZLN prendra en effet l'initiative d'un dialogue généralisé avec l'ensemble de la société civile : par ses communiqués, par ses rencontres avec ceux qui le lui demanderont, à travers les interviews auxquelles l'EZLN se prêtera sans retenue, par le biais d'invitations sur son territoire d'un certain nombre d'intellectuels et enfin grâce des *consultas* nationales, sortes de sondages d'opinion organisés par des volontaires, qui permettent au mouvement non seulement de tester sa popularité ou le bien-fondé de son combat, mais également de créer dans l'interaction plusieurs réseaux de solidarité¹³. Il apparaît ainsi que l'EZLN ne cherche pas seulement par sa parole à se faire entendre, mais à agir.

Tout dialogue s'inscrit en effet dans une relation intersubjective et interactive qui implique de concevoir l'activité dialogique en termes d'influence réciproque exercée par les partenaires de l'échange dans un contexte déterminé (Goffman, 1973). Cette influence se réalise moyennant un certain nombre de *stratégies* — conscientes ou inconscientes — mises en place par un locuteur au sein des contraintes qui lui sont socialement imposées (Charaudeau, 1997). Se situer dans un cadre interactionnel implique donc que l'on prenne en compte un postulat de base : indépendamment des identités sociales des partenaires de l'échange, se construisent au sein de l'interlocution et dans l'interaction des images propres à chacun des interlocuteurs qui vont constituer leur identité discursive. Mais cette interaction obéit à des règles socialement partagées au sein desquelles la notion de *tour de parole* est centrale. En effet, il se joue dans la prise, la conservation ou l'attribution même des tours de parole des enjeux de pouvoir qui, s'ils sont présents à des degrés divers dans toute conversation (Van Dijk, 1982), peuvent avoir des répercussions incommensurables quand il s'agit de la résolution de conflits où s'affrontent des forces politi-

ques. Prendre ou refuser un tour de parole, l'usurper, se le voir refuser, l'interrompre violemment ou ne pas respecter le tour de parole de l'autre est tout aussi significatif du point de vue des positionnements et du rapport de force qui s'instaure entre les participants, que le contenu propositionnel de l'échange.

Dans ses rapports avec la société civile, l'EZLN quant à elle prendra, comme on l'a vu, l'initiative du débat et la conservera. Alors que dans ses rapports avec le pouvoir, la situation est toute autre. Les premières négociations de 1994 sont redevables à une initiative du gouvernement fédéral qui répond à une exigence de la société civile, mais elles répondent également à l'acte de parole initial de l'EZLN promu par la *Première Déclaration de la Selva Lacandona*. Après la première réponse négative des zapatistes aux propositions gouvernementales, en juin 1994, qui sera accompagnée de la *Seconde Déclaration de la Selva Lacandona* dans laquelle l'EZLN convoque la société civile à un premier *dialogue national*, le gouvernement fera tout pour essayer de reprendre l'initiative des négociations et de la conserver, c'est-à-dire de garder le contrôle des tours de parole de l'interaction. De la même manière, pour l'EZLN, jouer la carte du silence comme il l'a fait en 1998, c'est transgresser le format même du dialogue, c'est refuser les présupposés de l'autre, c'est ignorer le rapport hiérarchique qui octroie aux uns le pouvoir de donner la parole aux autres. Ainsi, si le dialogue entre les autorités et les zapatistes est périodiquement rompu, c'est, *entre autres*, parce que certaines règles du dispositif ne sont pas respectées ou sont transgressées par les participants.

Le dialogue mené par l'EZLN avec la société civile et celui qui se déroule avec les autorités présentent donc des enjeux tellement différents que l'on pourrait presque les considérer comme deux activités de nature différente. Cependant, elles sont définies toutes deux par le même terme de *dialogue*, revendiqué en tant que tel par leurs participants respectifs. Les premières négociations officielles de février 1994 dans la cathédrale de San Cristobal de las Casas entre la délégation gouvernementale et l'EZLN, auront pour nom : *Dialogo por la paz y la reconciliación*. Les pourparlers qui dureront d'avril 1995 à mars 1996 et qui mèneront à un premier accord entre les zapatistes et les autorités — *Los acuerdos de San Andrés* — sera communément dénommé « *El diálogo de San Andrés*¹⁴ ». Une analyse lexicométrique rapide des communiqués de l'EZLN fait quant à elle apparaître 475 occurrences du mot « dialogue ». L'accent qui sera mis par l'EZLN sur la notion mérite donc qu'on s'y arrête, parce qu'il révèle que ce terme a des référents distincts pour les parties en présence. Lorsque s'instaure *Le dialogue pour la paix et la réconciliation* en février 1994, ce terme a pour antonyme la *guerre*, et fait clairement référence à l'usage de la parole et non des armes pour résoudre le conflit. Il est réclamé par la société civile, proposé par le gouvernement et accepté sous *certaines conditions* par les zapatistes.

Au fur et à mesure que les négociations s'enferment, que les uns et les autres s'accusent mutuellement de la « rupture du dialogue », on voit pourtant le terme dans des environnements linguistiques plus précis et même dans des contextes définitoires. *Dialogue* apparaît 53 fois dans le contexte : *dialogue et négociation* montrant bien qu'il s'agit pour l'EZLN de deux étapes/activités différentes qui contredisent l'acceptation que le pouvoir tendra à donner à ce

terme, et 23 fois dans le contexte *dialogue national* dont l'objectif, on l'a vu, constitue l'un des défis majeurs de l'EZLN. Par ailleurs, dans plusieurs communiqués de mai 1995, l'EZLN insistera non seulement sur la reconnaissance de *l'autre* impliquée par tout *dialogue véritable*, mais précisera également les règles qui régissent l'activité dialogique : *Demander. Répondre. Parler. Écouter. Un dialogue, donc*¹⁵. « Selon les règles du dialogue, c'est à nous de parler¹⁶ », lit-on également dans un communiqué postérieur à la première *consulta nacional* et qui révèle bien l'attention portée par l'EZLN à la dynamique conversationnelle des *tours de parole*.

Le genre discursif choisi par l'EZLN pour intervenir dans l'espace public, le communiqué, est en soi complètement dialogique. Non seulement il présente les marques propres au genre épistolaire — entête, date, nom d'adresse, signature, post-scriptum —, mais la structure même des communiqués, la fréquence des questions, les formes marquées du partenaire de l'interlocution, sollicitent constamment l'intervention d'un deuxième tour de parole. Et c'est au sein de ces communiqués que Marcos, en tant que porte-parole de l'EZLN, se définira en même temps qu'il définira son interlocuteur. Il s'adressera, par exemple, au peuple mexicain pour déclarer la guerre au gouvernement fédéral, ou s'adressera à ses *frères* pour dénoncer les ruptures de *contrat*, construisant toujours deux interlocuteurs à la fois : l'un en position de *tu*, l'autre en position de *tiers*¹⁷.

Cette stratégie est particulièrement perceptible dans l'un des tout premiers communiqués de l'EZLN, intitulé *¿De qué nos van a perdonar ?* (De quoi vont-ils/allez-vous nous pardonner) émis juste après la proposition d'amnistie du président de la République en janvier 1994, et où l'énonciateur s'adresse à la presse pour interpellier le pouvoir. Cette double interpellation est accentuée par l'ambiguïté du sujet grammatical de *van* (vont) qui, s'il semble ici renvoyer à un *ils* référentiel, pourrait également être un *vous* adressé. Marcos jouera fréquemment de cette ambiguïté, facilitée par le code même de la langue puisqu'en espagnol, deuxième et troisième personne du pluriel s'expriment par le même morphème¹⁸. Cette sorte de *trilogie* systématique se confirmera dans les situations orales d'interaction avec les autorités, où l'EZLN sollicitera toujours la présence d'un *tiers* médiateur spécialement créé à cet effet¹⁹.

L'ambiguïté disparaîtra quand il s'adressera à ses *amis* ou ses *alliés*, mais il oscillera entre une double identité : celle d'un *je* qui se raconte et se joue de lui-même à travers *Marcos*, ou celle d'un *nous* performatif ou déclaratif de l'EZLN, constitué en force politique. Dans ses rapports avec le mouvement de grève de l'UNAM²⁰, par exemple, *Marcos* jouera sur les deux tableaux : il s'adressera aux étudiants en tant que porte-parole d'un mouvement qui manifeste son soutien aux grévistes, mais reprendra par moments son identité d'ex-universitaire ou d'autorité morale de combattant dans le débat d'opinion, ce qui lui permettra une nouvelle incursion sur la scène publique nationale, tout en mettant dans l'embarras bon nombre de ses *alliés* politiques.

3. Quelques effets de discours

Toutes ces stratégies discursives, d'ailleurs souvent mises à nu par un énonciateur extrêmement conscient de *ce que parler veut dire*, permettront ainsi au discours zapatiste de s'introduire plus aisément dans l'espace public. Dans sa campagne électorale pour la mairie de México, Lopez Obrador, représentant du PRD, parti de centre gauche, utilisera à maintes reprises l'expression *mandar obedeciendo* zapatiste (diriger en obéissant) comme ligne directrice de son programme politique. La thématique du *dialogue* et de l'*inclusion* deviendra également une constante du discours de la classe politique mexicaine et l'adjectif *incluyente* (incluant), sera appliqué à toute sorte de substantifs : la nation, la politique, le dialogue.

Durant la grève étudiante de 1999 à l'UNAM, le recteur convoquera les étudiants à un dialogue « constructif et *incluyente*²¹ ». La consigne zapatiste de la *Première Déclaration* de l'EZLN, *Ya basta !* (Ça suffit !), sera même repris comme argument de réversion par ses *enemigos políticos*, puisqu'il figurera, durant la grève étudiante, en titre de manifestes qui exigeront la libération des locaux et la reprise des cours²². C'est bien en effet chez les étudiants que l'on retrouvera le plus clairement des échos du discours zapatiste. Les contacts entre les deux mouvements sont attestés, même si les étudiants, cherchant à se doter d'une identité propre, brandiront rarement l'étendard de l'EZLN. Zapatistes et étudiants se rejoindront dans leur rejet de la *politique politicienne* et du néolibéralisme dont ils feront leur ennemi principal, et responsable de l'exclusion dont ils sont victimes. La formule de l'EZLN : *Nunca más un México sin nosotros* (Jamais plus un Mexique sans nous) deviendra chez les étudiants en grève : *Nunca más una UNAM sin nosotros*²³ (Jamais plus une UNAM sans nous). Lorsque surgira une proposition d'amnistie pour les étudiants incarcérés après l'intervention de la police fédérale sur le campus, l'un des porte-paroles du mouvement criera depuis la prison : *No queremos perdón, pedimos justicia* (nous ne voulons pas de pardon, nous demandons justice) reprenant les termes du communiqué zapatiste du 18 janvier 1994.

Le mouvement reprendra à son compte plusieurs des stratégies de l'EZLN : ils solliciteront l'appui de la *société civile* moyennant plusieurs *consultas nacionales*, portant sur les grandes questions fondamentales comme la gratuité de l'enseignement et le droit de tous à l'éducation. Ils fonderont la légitimité de leur combat sur la constitution mexicaine, stratégie constamment utilisée par les zapatistes. Ils feront de l'université leur *territoire autonome* dont ils fixeront les règles et contrôleront l'accès. Ils imposeront un *non* catégorique aux premières propositions du recteur, jugées trop sectorielles, un mois après le début du conflit. Et au nom de la *dignité* du mouvement, pierre angulaire du discours zapatiste, ils refuseront d'associer le dialogue à la négociation et essayeront d'imposer leur propre temporalité aux autorités. Car tout comme les zapatistes, ils situeront leur lutte sur le long terme.

Indépendamment des enjeux et des imaginaires différents que mobilisent les deux mouvements dans l'opinion — à la différence du zapatisme, les étudiants « rateront » cependant leur

rapport à la presse, avec laquelle ils sont entrés très vite en conflit — ainsi que des raisons politiques sous-jacentes au surgissement et à la non résolution des deux conflits, la question du *dialogue* devient encore une fois prégnante. L'obtention d'un dialogue *public et résolutif* est pour les étudiants la condition même de leur légitimité. Une fois obtenu, c'est-à-dire, une fois reconnus comme interlocuteurs par les autorités, ils ne parviendront pas à se construire en tant que tels et aller au-delà d'une discussion sur le format même du dialogue. Lorsque après la rupture du dialogue, ils demanderont le respect des *Accords du 10 décembre*, tout comme l'EZLN continuait à exiger l'application des *Accords de San Andrés*, il s'agira avant tout de mettre l'accent sur le non respect par les autorités d'un *contrat de parole* plus que sur le contenu même des accords²⁴. Pour la direction de l'UNAM, peu disposée, il est vrai, à prêter au mouvement la moindre légitimité, dialoguer signifiait négocier la libération des locaux de l'université. Mais pour les grévistes, il fallait d'abord mettre publiquement en accusation le fonctionnement d'un système dont ils se construisaient comme victimes, la meilleure preuve en étant que ce dialogue avorté sera sans cesse ponctué par une demande explicite de respect du dispositif et de *l'autre*.

Conclusion

Hormis les enjeux de pouvoir que révèlent de tels dialogues, toujours problématiques, ils mettent à nu les enjeux identitaires dont ils sont porteurs et qui accompagnent, chacun à leur manière, la transition démocratique du Mexique. Si le zapatisme a réussi « à poser de manière exemplaire la question des relations entre identité et démocratie » (Le Bot, 2000), c'est en effet parce qu'il a su faire jouer au cours de ses interactions plusieurs plans symboliques — la pauvreté, l'*indianité*, la dignité, la nation, la démocratie, la liberté, la justice — dont la fusion ébranlera les consciences et favorisera le surgissement de nouvelles modalités et d'un nouveau discours politiques, auxquels la presse sera particulièrement sensible. Si le discours de l'EZLN transcende les frontières du pays, avec le succès que l'on connaît, phénomène redevable en partie, et en partie seulement, au talent de son porte-parole, c'est précisément parce qu'il renvoie en même temps à l'universel et au particulier, à des valeurs nationales et à des valeurs indiennes.

L'identité de l'EZLN s'est construite au fur et à mesure du dialogue différencié qu'elle a établi avec la société civile et les représentants du pouvoir, l'activité dialogique constituant pour ce mouvement un enjeu et une pratique qui lui ont permis d'agir sur la société mexicaine à plusieurs niveaux : politique, social et discursif. Les stratégies communicationnelles de l'EZLN que nous avons analysées ici ne sont bien évidemment pas seules responsables des succès ou des échecs de ce mouvement ou de ceux qu'il aura inspiré. Mais elles montrent bien leur incidence sur la reconnaissance de *l'autre* impliqué par tout « dialogue véritable », condition obligée et peut-être utopique d'une démocratisation en profondeur.

NOTES

1. Carlos Fuentes, Octavio Paz, Régis Debray, Oliver Stone, pour n'en citer que quelques-uns.
2. La censure concernait d'ailleurs plus l'information que l'opinion qui s'exprimait assez librement dans la presse écrite. Mais la corruption marquait encore une grande partie des rapports qui s'établissaient entre les rédactions, les journalistes et le pouvoir.
3. L'image du président Salinas était en effet celle du président modernisateur qui avait libéré le Mexique des structures obsolètes et l'avait introduit sur le marché international. Dans cette optique, il avait favorisé, dès le début des années 1990, une certaine ouverture de la presse.
4. Au contraire de la télévision qui reste encore, en janvier 1994, fortement verrouillée par le ministère de l'Intérieur.
5. Les dernières élections mexicaines, qui se sont soldées pour la première fois depuis 60 ans, par un échec du PRI à la présidence de la République et au gouvernement du Chiapas a remis ce débat à l'ordre du jour.
6. « Le soulèvement armé a favorisé l'ouverture de la presse mexicaine », titre *El Financiero* le 9 février 1994. Les titres de ce genre ne seront pas rares, ce qui permettra à la presse de se constituer elle-même en événement.
7. Sandrine Levêque fait une description détaillée des bouleversements opérés chez les journalistes par la couverture des grèves de 1995 en France, montrant comment celles-ci avaient remis en cause certaines « catégories de l'entendement journalistique » (Levêque, 1999). Par ailleurs, il est intéressant de constater que deux mouvements qui s'inscrivent dans des réalités politiques et sociales aussi distinctes que la France et le Mexique produisent chez les journalistes une reformulation de la pratique du reportage. Les témoignages des journalistes français cités par Levêque sont très proches de ceux des journalistes mexicains à propos de la couverture de l'événement Chiapas.
8. Cf. Batiz HUMBERTO, « La guerrilla de papel » in *Unomásuno*, 2 février 1994. L'expression sera reprise maintes fois, avec des variantes.
9. On retrouve ici la problématique de la « manifestation de papier » décrite par Patrick Champagne à propos des manifestations étudiantes de 1986 en France.
10. Quotidien qui a soutenu dès le 3 janvier le soulèvement zapatiste et dont le tirage a atteint plus de 150 000 exemplaires au cours de janvier 1994, chiffre assez considérable par rapport au faible pourcentage écriture dont jouit la presse écrite au Mexique. Il reste aujourd'hui le seul journal à appuyer sans restrictions le zapatisme et son tirage se situe en moyenne autour de 50 000 exemplaires.
11. *La Jornada*, 23 février 1994.
12. La présence du journaliste français Bertrand de la Grange, à l'époque correspondant du *Monde*, sera également interdite lors de la grande *Réunion intercontinentale contre le néolibéralisme* organisée par l'EZLN en 1996. Il ne nous appartient pas de juger de ces attitudes souvent sectaires et maladroites. Mais cela prouve bien que les rapports avec la presse n'étaient pas joués d'avance et qu'ils étaient à réinventer à chaque fois.
13. La majorité des questions posées dans ces sondages portaient généralement sur les grands droits fondamentaux comme l'éducation, la santé, le droit des femmes, etc. et ne pouvaient qu'entraîner une forte adhésion de l'opinion. La seule question qui présentait en 1995 un enjeu réel pour l'EZLN, et dans laquelle on demandait si le mouvement devait abandonner les armes pour se transformer en force politique, question qui avait obtenu une majorité de réponses affirmatives, est restée sans effet. La deuxième *consulta* de 1999, cinq ans après le début du conflit, a impliqué l'organisation extrêmement complexe de la sortie de cinq mille zapatistes sur tout le territoire

- national et portait sur les « Accords de San Andrés ». Il est clair que l'impact produit dans l'opinion par ces *consultas* tient plus à leur dispositif même et à leur fonction phatique (Jakobson, 1963) qu'à leur contenu.
14. Cet accord ne sera jamais mis à exécution par les autorités, et le conflit n'a pas encore trouvé aujourd'hui de solution politique.
 15. *L'histoire des miroirs*, 9-10-11 juin 1995.
 16. 29 septembre 1995.
 17. Les références postérieures que fera le gouvernement à la première déclaration — rappelons que c'est l'EZLN qui a déclaré la guerre au gouvernement — montrent bien qu'il n'y a aucun doute possible quant au destinataire du performatif.
 18. Ce phénomène est surtout palpable pour l'espagnol standard du Mexique, et pose d'ailleurs souvent des problèmes de traduction dans certaines langues comme le français, par exemple, où le traducteur devra choisir entre un *ils*, un *on* ou un *vous*, et donc lever l'ambiguïté.
 19. Cela a été notamment le cas de l'évêque Samuel Ruiz, premier *médiateur* du dialogue.
 20. Universidad Autonoma Nacional de México ; Le mouvement de grève déclenché contre l'augmentation des taux d'inscription et pour la gratuité de l'enseignement durera dix mois au cours desquels les locaux de l'université seront occupés par les grévistes.
 21. La Jornada, 2 mai 1999.
 22. Cf. Titre d'un manifeste du Colegio de Ingenieros Quimicos.
 23. Banderole qui figurait sur la façade de l'École nationale de Musique durant la grève.
 24. Si le contenu des *Accords de San Andrés* portait sur des questions de fond concernant la vie des communautés indigènes, celui des *Accords du 10 décembre* concernait exclusivement un élément du dispositif du dialogue, symbolique finalement de sa possibilité.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AMOSSY, R., *Images de soi dans le discours*, Lausanne-Paris, éd. Delachaux et Niestlé, 1999.
- CHAMPAGNE, P., « La manifestation comme action symbolique », in FAVRE Pierre, *La Manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1990.
- CHARAUDEAU, P., *Le Discours d'information médiatique*, Paris, Nathan et *Langage et discours*, Paris, Hachette, 1983.
- EZLN, *Documentos y Comunicados*, Prólogo de Antonio García de León, México, éd. Era, vol. 1 et 2, 1994-1995.
- GOFFMANN, E., *Les Rites d'interaction*, Paris, éd. de Minuit, 1973.
- GOMEZ, L., (coord.), *De Chiapas à la crise financière*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- LE BOT, Y., *Sous-Commandant Marcos, Le rêve zapatiste*, Paris, Seuil, 1997.
- « Chiapas : malaise dans la mondialisation », in *Les Temps Modernes*, Paris, janvier-février 2000.

*Stratégies communicationnelles et construction d'identité :
les effets du zapatisme dans l'espace public mexicain*

- LEVÊQUE, S., « Crise sociale et crise journalistique », in *Réseaux*, Paris, Hermès, 1999.
- NEVEU, E., « Médias, mouvements sociaux, espace public », in *Réseaux*, Paris, Hermès, 1999.
- NORA, P., « L'événement monstre », in *Communications* n° 18, Paris, 1972.
- SAID, G., « La Guerrilla Universitaria », *De los libros al Poder*, México, Oceano, 1998.
- TELLO DIAZ, C., *La Rebelión de la Cañadas*, México, Cal y Arena, 1994.
- TREJO DELARBRE, R., *La Comunicación Enmasacrada*, México, Diana, 1994.
- VAN DIJK, T., *Funciones y Estructuras des Discurso*, México, Siglo XXI, 1982.
- VERÓN, E., *La Construcción del acontecimiento*, Buenos Aires, Gedisa, 1983.